Anno 1870

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

# GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 55

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

| | | Anno L. | Sem. | Trim. |
|---|---|---|---|---|
| Per Firenze | Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento | 42 | 22 | 12 |
| Per le Provincie del Regno | | 46 | 24 | 13 |
| Svizzera | | 58 | 31 | 17 |
| Roma (franco ai confini) | | 52 | 27 | 15 |

Firenze, Giovedì 24 Febbraio

| | | Anno L. | Sem. | Trim. |
|---|---|---|---|---|
| Francia | Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento | 82 | 48 | 27 |
| Inghil., Belgio, Austria, Germ. | | 112 | 60 | 35 |
| Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento | | 82 | 44 | 24 |

## PARTE UFFICIALE

*Il N. 5444 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

*Articolo unico.* Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per la reciproca estradizione dei malfattori tra l'Italia ed i Paesi Bassi ed all'annessavi Dichiarazione, sottoscritte entrambe a Firenze il 20 novembre 1869, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 29 gennaio 1870.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 31 gennaio 1870.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

*A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.*

Una Convenzione per la estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa tra l'Italia ed i Paesi Bassi, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta in Firenze addì venti novembre dell'anno mille ottocento sessantanove;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ayant jugé utile de régler par une Convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs Etats respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

*Sa Majesté le Roi d'Italie,*

Le Comte Louis Frédério Menabrea, Lieutenant-Général et Premier Aide de Camp de Sa Majesté, Membre de l'Académie Royale des Sciences de Turin et de la Société des XL de Modène, Sénateur du Royaume, Chev. de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand' Croix, décoré du Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Chevalier de l'Ordre Civil et Grand'Croix et Conseiller de l'Ordre Militaire de Savoie, décoré de la Médaille de Savoie en or à la valeur militaire, Grand Cordon de l'Ordre du Lion Néerlandais, Président du Conseil des Ministres et Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères; et

*Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.*

Le Sieur Maurice Heldewier, Son Ministre résident près de Sa Majesté le Roi d'Italie, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne du Luxembourg, Grand Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. 1. Le Gouvernement Royal d'Italie et le Gouvernement Royal des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, dans les cas, et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, mis en état d'accusatiou ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits mentionnés à l'article 2, sauf ce qui est convenu à l'article 4. Sont compris, quant à l'application de cette Convention, sous la dénomination de nationaux les étrangers, qui dans le pays auquel l'extradition est demandée sont assimilés aux nationaux, ainsi que les étrangers, qui se sont établis dans le pays, et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays, dont ils ont un enfant, ou des enfants nés dans le pays.

Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un des crimes ou délits suivants, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée:

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;

2° Incendie;

3° Faux en écriture, y compris la contrefaçon des billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics;

4° Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, émission avec connaissance de fausse monnaie;

5° Faux témoignage;

6° Vol accompagné de circonstances aggravantes, comprenant tous les vols commis à l'aide de violence, et tous les autres vols que les législations respectives ne considèrent pas comme vol simple, qu'ils soient du reste punis de peines afflictives, ou infamantes, ou seulement de peines correctionnelles; escroquerie, concussion, corruption de fonctionnaires publics; soustraction ou détournement commis par des dépositaires ou comptables publics;

7° Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. L'étranger dont l'extradition est demandée pour un des faits mentionnés à l'article 2, pourra être arrêté provisoirement dans chacun des deux pays d'après les formes et les règles prescrites par les législations respectives.

L'étranger sera mis en liberté, si dans les vingt jours, à partir de celui de son arrestation, il ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu:

1° Dans le cas d'un crime ou délit commis à l'étranger, lorsque la demande d'extradition sera faite par le Gouvernement du pays où le crime ou délit a été commis;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit, pour lequel l'individu réclamé subit, ou à déjà subi sa peine, ou dont il a été acquitté ou absous.

3° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 5. Si l'individu réclamé est poursuivi, ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit commis contre les lois du pays auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

S'il est détenu pour dettes en vertu d'une condamnation antérieure à la demande d'extradition, celle-ci sera également différée jusqu'à sa mise en liberté.

Art. 6. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente Convention.

Il est expressément stipulé que l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Art. 7. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique, et ne sera accordée que sur la production de l'original, ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation, ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Art. 9. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 10. Si dans une cause pénale la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant croie devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Art. 11. Lorsque dans une cause pénale la confrontation de criminels détenus dans l'autre État, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pourvu qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 12. Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'execution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des Etats intermédiaires, sont à la charge de l'Etat réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectués moyennant l'envoi par voie diplomatique, et dans la forme qui sera établie, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement dont le condamné est sujet.

Art. 14. Par les stipulations ci-dessus il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche de l'extradition.

Art. 15. La présente Convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Florence le 20 novembre 1869.

(L. S.) L. F. MENABREA.
(L. S.) M. HELDEWIER.

DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à l'extradition des malfaiteurs entre l'Italie et les Pays-Bas, les Plénipotentiaires respectifs déclarent que l'extradition n'étant pas applicable dans les Pays-Bas, conformément aux dispositions de l'article 1er de la Convention, aux étrangers qui se sont établis dans le pays, et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays, dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays, ainsi qu'aux étrangers assimilés aux sujets Néerlandais, d'après l'art. 8 du Code civil des Pays-Bas, ainsi conçu:

« Les étrangers sont assimilés aux Néerlandais dans les deux cas suivants:

« 1° Lorsque, en vertu de l'autorisation du Roi, ils auront établi leur domicile dans le Royaume, et auront notifié cette autorisation à l'Autorité communale de ce domicile.

« 2° Lorsque après avoir établi leur domicile dans une Commune du Royaume, et l'avoir conservé pendant six années dans la même Commune, ils auront déclaré à l'Autorité locale de ce domicile leur intention de rester établis dans le Royaume. »

Le Gouvernement Italien se réserve de son côté la faculté de ne pas consentir à l'extradition des étrangers qui seraient placés en Italie dans des circonstances analogues.

Fait en double expédition à Florence ce 20 novembre 1869.

(L. S.) L. F. MENABREA. — (L. S.) M. HELDEWIER.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, seguita da una Dichiarazione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti Lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì trentuno del mese di dicembre, mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
*Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri*
VISCONTI-VENOSTA.

IL MINISTRO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto il decreto di S. M. in data del 23 settembre ultimo scorso che istituisce sei posti gratuiti per un corso di studii presso istituti agrari stranieri;

Visto che nel concorso aperto il dì 20 ottobre p. p. nessuno dei concorrenti risultò idoneo a tali posti,

Decreta quanto segue:

Art. 1. È aperto un nuovo concorso nel mese di settembre 1870 al fine di scegliere i sei giovani contemplati nel decreto predetto.

Art. 2. I giovani che vogliono profittarne debbono avere 17 anni compiti e dare un esperimento scritto ed orale sulle materie seguenti:

1° Fare una composizione in lingua italiana su tema che sarà loro dato;

2° Tradurre in italiano alcune pagine dal francese, o dal tedesco, o dall'inglese (secondo il luogo ove intendono recarsi) senza uso di vocabolario; fare una composizione ed una conversazione in una di queste lingue sopra materie agrarie;

3° Provare con esame orale che conoscono gli elementi di algebra e di geometria compresa la trigonometria piana;

La computisteria agraria;
La fisica;
La chimica;
La storia naturale con particolare riguardo alla botanica;
Gli elementi di agricoltura;
La geografia fisica.

L'esame per ciascheduna di queste materie durerà non meno di quindici minuti.

Art. 3. I giovani dovranno aver presentata la loro dimanda al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio prima del 15 agosto, e si troveranno a Firenze per dare l'esame il 15 settembre.

Coloro che saranno scelti si terranno pronti a partire per la loro destinazione nel giorno che sarà indicato.

Art. 4. La Commissione che sarà nominata per questo esame sceglierà i sei migliori fra quei concorrenti che saranno stimati idonei, ripartendoli fra gl'istituti che si giudicheranno più convenienti.

Art. 5. Verso i giovani che saranno prescelti, il Governo non assume altri obblighi che i seguenti:

1° Far loro le spese di andata e ritorno;

2° Pagare la retta annua stabilita per ogni singolo istituto;

3° Concorrere per lire 240 annue alle spese di acquisto di libri, od altre che possano tornare necessarie od utili alla loro istruzione.

Art. 6. Quel giovane che alla fine del primo anno scolastico non superasse l'esame di promozione al grado superiore dell'istituto, perderà immediatamente ogni diritto al posto gratuito accordatogli, e dovrà provvedere a proprie spese al suo rimpatrio.

Il direttore capo della 1ª divisione è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Firenze addì 1° novembre 1869.

*Il Direttore Capo della 1ª Divisione*
BIAGIO CARANTI.

*Il Ministro*: M. MINGHETTI.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

*Circolare num.* 121 *ai signori ispettori forestali del Regno sul contenzioso forestale del 3° trimestre* 1869.

Firenze, addì 31 gennaio 1870.

Trasmetto alla S. V. lo stato riassuntivo del contenzioso forestale del 3° trimestre del decorso anno con l'aggiunta del confronto dei risultati del corrispondente trimestre del precedente anno 1868 e la invito a portare sopra i medesimi tutta la di lei attenzione.

*Pel Ministro*: MAESTRI.

## APPENDICE

## SPIGOLATURE ARTISTICHE

Ricordi dell'alto e basso Egitto, quadri a olio del prof. *Giuseppe Benassai* — Gesù portato al sepolcro, dipinto del prof. *Antonio Ciseri* — Imelda dei Lambertazzi e Bonifazio dei Geremei, dipinto del prof. *Gabriele Castagnola* — Episodio della vita di Goldoni, e il trionfo della civiltà dell'Egitto, quadri a olio del prof. *Annibale Gatti* — La cieca che legge, omaggio alla vera beneficenza, di *Salvatore Grita*, scultore palermitano — BIBLIOGRAFIA — L'arte in Italia — Gli autografi di artisti italiani riprodotti colla fotografia — Allgemeine Künstler lexikon, dizionario biografico artistico universale del Nagler, ripubblicato con aggiunte da G. Mayer.

Basta che i fogli pubblici annunzino una qualche esposizione di opere nella nostra Accademia di belle arti perchè il pubblico vi accorra come ad una festa; tanto possono le tradizioni locali e le abitudini di un popolo. Quel luogo è già una consacrazione per l'opera, un battesimo di merito; e mentre il pubblico scarseggia nei locali della Società promotrice, non manca di agglomerarsi nella angusta e incomoda sala dell'Accademia, qualunque sia il nome dell'artista esponente. Peccato che in uno stabilimento così vasto non siavi disponibile, per l'uso indicato, altro che una soffitta ove non si giunge che per scale strette e disagiate, e dove il caldo ed il freddo si fanno sentire in modo da far desiderare un potente ventilatore nella estate ed un calorifero più potente che mai nell'inverno.

In quell'ambiente gelato i quadri del professore Benassai mi sono parsi una stuonatura. Vedere il deserto, le piramidi, le tende dei Beduini a Ismailia, il Nilo all'Isola Elefantina, la caravana a Girgeh, il canale di Suez, e tremare era cosa affatto fuori di chiave, da urtare i nervi anche a Sant'Ermolao, posto che l'adipe non gli avesse servito da ferraiolo.

Il ricordato professore, che deve il suo titolo al quadro della *Quiete* premiato nel Concorso italiano del 1866, fu uno degli invitati alla cerimonia dell'apertura del canale di Suez, ed uno di quelli che fecero la escursione nell'alto Egitto. Tornato in patria, senza por tempo in mezzo, si mise al lavoro, ed in meno di due mesi ha condotti a termine sette quadri, due dei quali in piccole dimensioni da considerarsi piuttosto come bozzetti che come lavori finiti. I due più grandi, destinati a farsi riscontro, rappresentano, uno il *Canale di Suez*, l'altro il *Leone nel deserto*. Forse chi sente annunziare il primo quadro si pensa di vedere a vol d'uccello l'istmo, solcato in tutta la sua lunghezza dalla linea serpeggiante del canale che unisce i due mari. Ma pensando così non si appone al vero, perchè il canale si vede di piana terra e nel punto di una curva la quale limita ad un breve tratto la estensione del medesimo. E se non fossero la macchina adoperata per l'escavamento, un vaporino, e le dimensioni delle figure che ci portano a fare un calcolo di proporzioni, saremmo tentati, a prima vista, di crederlo un fiumiciattolo come l'Arno in prossimità della sorgente, anzichè un corso di acqua navigabile. Questo quadro è però di un bell'effetto, vi è luce molta, distanza, e verità d'impressione. Il dipinto del deserto è improntato, starei per dire, dell'idea poetica della paura. Un terreno che non finisce mai, ove si accavallano come onde di un mare in burrasca catene infinite di monti di sabbia con le loro forre e i loro bacini; un sole da spaccare la testa; una *magna solitudo* ove domina signore assoluto un leone, che pensa al pranzo dell'oggi, guardando gli avanzi di quello dei giorni innanzi; è perduta nell'orizzonte la catena Libica con le sue vette pianeggianti, compongono tutto il materiale del quadro, che s'impone allo spettatore e lo fa pensare. Peccato che la esecuzione materiale di esso sia *corsa*, e manchi di quella finezza di modellato che richiederebbe l'importanza del quadro riconcentrata tutta nella estensione del piano che ne è il protagonista. *Le piramidi*, *Le tende dei Beduini a Ismailia*, e *La caravana a Ghirghé*, quadri in dimensioni minori degli altri due, hanno una bella impressione e bei motivi di composizione, ma lasciano a desiderare qualche cosa dal lato dello studio della forma degli animali e da quello della fattura; gli altri due, cioè *Il Nilo presso l'Isola Elefantina* ed *Il tramonto nel deserto* sono piccoli bozzetti toccati con spirito e che promettono due bei quadri. In generale si riscontrano in questi dipinti belle qualità di artista, una facilità sorprendente di spennelleggiatura, che vorrebbe essere un poco frenata, ed una scienza di prospettiva aerea non comune. Il prof. Benassai ha dimostrato di non essersi inutilmente approfittato dell'onore che gli fu fatto, e di avere bene impiegato il suo tempo in Egitto, d'onde, per quanto mi vien detto, ha portato una raccolta di bozzetti, di disegni e di motivi pregevolissima, da porlo in condizione di eseguire una quantità di quadri ricchi di nuovità e d'interesse, specialmente per noi che dell'Oriente sappiamo quel tanto che ce ne dicono le relazioni dei viaggiatori, o le narrazioni verbali di qualche viaggiatore dimoratovi per ragione di traffico.

=

Il prof. Ciseri ha condotta a termine una ripetizione con importanti modificazioni di un quadro, che dopo aver riscosso largo plauso fra noi fu venduto in Inghilterra. Rappresenta *Gesù portato al sepolcro*. È vicina la notte, il cielo è cupo e caliginoso; l'oragano che spiega la sua forza devastatrice sulla montagna dell'obbrobrio, e sulla città che le si stende al piede non è ancora dissipato. Incede la mesta comitiva a passo lento gravata da un caro peso ed affranta dall'intenso dolore dell'anima. Giuseppe d'Arimatea e Nicodemo vanno innanzi sostenendo gli estremi lembi del panno ove il corpo avvolto nel funebre lenzuolo riposa. Giovanni regge gli altri due lembi fissando in volto la Madonna, che gli cammina allato, amorosamente sorretta da una delle pie donne, alla quale tengono dietro le altre Marie e la Maddalena, che discinta e scarmigliata, nascosta la faccia tra le mani procede oltre dirottamente piangendo. È questa un'opera che rivela nel suo autore un maestro, un uomo padrone della scienza del disegno e sicuro della sua mano nell'eseguire. L'anatomia non ha segreti per lui, ed il modo con cui sono modellate le teste, le braccia, le mani ne porgono prova manifesta, inquantochè non potrebbero essere modellate con più maestria, nè dipinte con maggiore apparenza di verità ed energia di esecuzione.

L'apparato della scena è oltremodo drammatico; la scelta dei colori, la distribuzione delle masse di luce e di ombra, la esecuzione ferma e vigorosa del dipinto contribuiscono nel tutto assieme a produrre un senso di pietà che s'impadronisce dell'animo dello spettatore e lo commuove profondamente. Il prof. Ciseri sta attualmente eseguendo alcuni ritratti riusciti di perfetta somiglianza e dipinti con perfezione tale da meritar loro una pagina distinta nella storia artistica di questo egregio pittore.

=

Due giovanetti, Bonifazio dei Geremei ed Imelda dei Lambertazzi, dimenticato il vicendevole odio delle loro famiglie, si amavano teneramente. Un giorno Imelda consentì di ricevere l'amante suo nella propria casa; ma quando credevano di non essere osservati, una spia rivelò ai fratelli Lambertazzi la debolezza della sorella; essi entrarono furibondi nelle sue camere. L'incauta fanciulla ebbe appena tempo di salvarsi colla fuga, senza che l'amante potesse fare altrettanto; ed uno dei fratelli ferì nel cuore l'infelice Bonifazio con uno di quei pugnali avvelenati di cui i Saraceni avevano introdotto l'uso, e di cui in questa epoca il vecchio della montagna soleva armare i suoi terribili assassini. I Lambertazzi nascosero sotto alcuni rottami in un cortile abbandonato il cadavere dello sventurato giovane. La fanciulla guidata dalle tracce del sangue rinvenne l'agonizzante Bonifazio; e succhiandone le ferite, con la speranza di salvarlo, rimase, vittima del suo amore, spenta di veleno.

Questo episodio di cittadine fazioni ha trovato illustratori moltissimi fra gli scrittori e gli artisti, i quali con maggiore o minor fortuna l'hanno trattato nei suoi diversi momenti. Anche il prof. Castagnola è stato allettato da questo tema drammatico, ed ha espresso in un quadro di figure *terzine* il momento in cui le familiari di Imelda trovano nel solitario cortile i corpi dei due sventurati amanti già agghiacciati dalla morte.

## Riassunto *dei Quadri del Contenzioso forestale riferibili al 3° trimestre* 1869.

| Numero d'ordine | ISPEZIONI | Estensione boschiva in ettari | Agenti forestali: dello Stato – Ufficiali | Agenti forestali: dello Stato – Guardie | Agenti forestali: Comunali o di altri Corpi morali | Agenti forestali: dei privati | Agenti forestali: TOTALE | Cause: rimaste pendenti al cadere del 2° trimestre 1869 | Cause: introdotte nel 3° trimestre 1869 | TOTALE delle cause di cui risponde l'Ispezione | Esaurite: per condanna | Esaurite: per assoluzione | Transatte | Prescritte | Restano pendenti al cadere del 3° trimestre 1869 | Multe derivanti: da condanne | Multe derivanti: da transazioni |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | | | | | | | Lire | Lire |
| 1 | Alessandria | 104,074 | 13 | 6 | 442 | 123 | 584 | 154 | 87 | 241 | 27 | 19 | 85 | 1 | 109 | 1,004 70 | 1,511 » |
| 2 | Aquila | 112,310 | 6 | 4 | 144 | 6 | 160 | 827 | 329 | 1156 | 219 | 32 | 11 | 21 | 873 | 15,661 68 | 254 70 |
| 3 | Asiago | 35,143 | 3 | 3 | 45 | 6 | 57 | 238 | 105 | 343 | 98 | 12 | » | 3 | 230 | 7,851 » | » |
| 4 | Avellino | 38,450 | 6 | 3 | 120 | 28 | 157 | 688 | 183 | 871 | 178 | 15 | 2 | 3 | 673 | 16,919 21 | 52 08 |
| 5 | Belluno | 46,430 | 4 | 5 | 43 | 8 | 60 | 250 | 126 | 376 | 79 | 38 | » | 54 | 205 | 3,602 82 | » |
| 6 | Bergamo | 107,722 | 7 | 3 | 124 | 13 | 147 | 36 | 36 | 72 | 30 | 14 | » | 1 | 27 | 832 » | » |
| 7 | Brescia | 138,002 | 7 | 3 | 244 | 25 | 279 | 84 | 45 | 129 | 25 | 18 | » | » | 86 | 1,537 » | » |
| 8 | Cagliari | 520,458 | 10 | 37 | 31 | 9 | 87 | 971 | 130 | 1101 | 105 | 68 | 57 | 11 | 860 | 4,850 » | 2,082 94 |
| 9 | Campobasso | 88,288 | 10 | 20 | 297 | 110 | 437 | 3864 | 826 | 4690 | 270 | 48 | 14 | 9 | 4349 | 12,961 08 | 137 66 |
| 10 | Caserta | 70,352 | 11 | 30 | 165 | 29 | 235 | 380 | 108 | 488 | 82 | 25 | 6 | 14 | 361 | 5,004 » | 85 74 |
| 11 | Catania | 54,110 | 9 | 5 | 59 | 12 | 85 | 114 | 22 | 136 | 8 | 7 | 1 | » | 120 | 5,814 78 | 54 17 |
| 12 | Catanzaro | 136,540 | 9 | 33 | 213 | 21 | 276 | 595 | 188 | 783 | 78 | 46 | 1 | 1 | 657 | 7,321 15 | 45 » |
| 13 | Chieti | 31,382 | 6 | 3 | 134 | 69 | 212 | 1205 | 185 | 1390 | 92 | 57 | 2 | » | 1239 | 4,743 55 | 11 50 |
| 14 | Cividale | 27,112 | 3 | 10 | 11 | 10 | 34 | 425 | 47 | 472 | 213 | 50 | » | 5 | 204 | » | » |
| 15 | Como | 105,248 | 7 | 3 | 267 | 88 | 365 | 121 | 30 | 151 | 11 | 4 | » | » | 136 | 355 » | » |
| 16 | Cosenza | 84,249 | 8 | 34 | 84 | 4 | 130 | 273 | 190 | 463 | 63 | 24 | 14 | » | 362 | 12,030 67 | 477 35 |
| 17 | Cuneo | 136,482 | 12 | 6 | 46 | 5 | 69 | 306 | 248 | 554 | 102 | 40 | 70 | 5 | 337 | 3,225 90 | 1,439 70 |
| 18 | Foggia | 250,152 | 12 | 14 | 166 | 103 | 295 | 497 | 231 | 728 | 99 | 44 | 35 | 11 | 539 | 10,376 90 | 1,354 63 |
| 19 | Genova | 203,516 | 15 | 6 | 29 | 83 | 133 | 372 | 87 | 459 | 33 | 21 | 41 | 1 | 363 | 704 10 | 1,119 40 |
| 20 | Giavera | 9,111 | 5 | 37 | 8 | 3 | 53 | 756 | 636 | 1392 | 642 | » | » | 181 | 569 | 20 » | » |
| 21 | Macerata | 105,773 | 8 | 6 | 52 | 20 | 86 | 110 | 61 | 171 | 36 | 23 | » | 5 | 107 | 1,522 » | » |
| 22 | Messina | 40,351 | 6 | 5 | 59 | 11 | 81 | 199 | 47 | 246 | 18 | 14 | 4 | » | 210 | 2,500 24 | 40 82 |
| 23 | Modena | 57,727 | 9 | 23 | 13 | 11 | 56 | 83 | 58 | 141 | 31 | 31 | » | 7 | 72 | 350 50 | » |
| 24 | Motta di Livenza | 38,517 | 4 | 19 | 17 | 7 | 47 | 216 | 107 | 323 | 34 | 22 | » | 25 | 242 | 211 » | » |
| 25 | Novara | 175,288 | 11 | 3 | 386 | 25 | 425 | 117 | 71 | 188 | 12 | 19 | 39 | » | 118 | 232 » | 1,936 38 |
| 26 | Palermo | 31,198 | 14 | 28 | 30 | 6 | 78 | 63 | 20 | 83 | 3 | 5 | 2 | » | 73 | 172 » | 350 » |
| 27 | Padova | 45,154 | 4 | 5 | 36 | 2 | 47 | 137 | 36 | 173 | 4 | » | » | 9 | 160 | 70 » | » |
| 28 | Parma | 153,182 | 6 | 3 | » | » | 9 | 108 | 5 | 113 | 2 | 7 | » | » | 104 | 115 » | » |
| 29 | Perugia | 226,790 | 7 | 10 | 106 | 16 | 139 | 214 | 124 | 338 | 36 | 11 | » | » | 291 | 2,659 » | » |
| 30 | Pieve del Cadore | 98,737 | 4 | 4 | 37 | 2 | 47 | 205 | 133 | 338 | 51 | 33 | » | 44 | 210 | 1,583 42 | » |
| 31 | Potenza | 195,946 | 12 | 25 | 213 | 51 | 301 | 840 | 342 | 1182 | 124 | 61 | 91 | » | 896 | 5,332 56 | 1,426 76 |
| 32 | Ravenna | 13,132 | 2 | 14 | 6 | » | 22 | 94 | 18 | 112 | 9 | » | » | » | 103 | 755 44 | » |
| 33 | Salerno | 70,355 | 8 | 12 | 198 | 18 | 236 | 707 | 189 | 896 | 83 | 16 | 18 | » | 779 | 4,404 38 | 337 90 |
| 34 | Sassari | 525,062 | 9 | 30 | 65 | 10 | 114 | 268 | 94 | 362 | 55 | 35 | 13 | 3 | 256 | 6,229 88 | 326 87 |
| 35 | Sondrio | 60,856 | 6 | 3 | 143 | 7 | 159 | 93 | 74 | 167 | 55 | 11 | » | » | 101 | 3,675 » | » |
| 36 | Teramo | 52,698 | 6 | 4 | 36 | 40 | 86 | 370 | 104 | 474 | 22 | 26 | 15 | » | 411 | 1,517 13 | 115 15 |
| 37 | Tolmezzo | 88,845 | 6 | 10 | 32 | » | 48 | 564 | 87 | 651 | 77 | 20 | 64 | » | 490 | 2,370 60 | » |
| 38 | Torino | 148,712 | 18 | 6 | 72 | 9 | 105 | 306 | 147 | 453 | 80 | 57 | 49 | 1 | 266 | 4,772 22 | 1,067 70 |
| 39 | Verona | 39,204 | 3 | 4 | 9 | 1 | 17 | 26 | 17 | 43 | 8 | 6 | » | » | 29 | 508 » | » |
| 40 | Vittorio | 19,492 | 4 | 17 | 20 | 3 | 44 | 38 | 58 | 96 | 19 | » | » | 2 | 75 | 407 » | » |
| | Totale Ett. | 4,481,160 | 310 | 496 | 4202 | 994 | 6002 | 16914 | 5631 | 22545 | 3223 | 979 | 634 | 417 | 17292 | 154,208 91 | 14,227 45 |

Confronto dei risultati del Contenzioso forestale del 3° trimestre 1869 con quelli del 3° trimestre 1868.

| | CAUSE: pendenti al principio del trimestre | CAUSE: nuove introdotte | TOTALE delle cause di cui risposero le Ispezioni | CAUSE ESAURITE: per condanna | CAUSE ESAURITE: per assoluzione | CAUSE: Transatte | CAUSE: Prescritte | CAUSE che rimasero pendenti al termine del 3° trimestre | MULTE DERIVANTI: da condanne | MULTE DERIVANTI: da transazioni |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3° trimestre 1869 | 16914 | 5631 | 22545 | 3223 | 979 | 634 | 417 | 17292 | L. 154,208 91 | L. 14,227 45 |
| 3° trimestre 1868 | 18597 | 4918 | 23581 | 4723 | 1042 | 592 | 541 | 16683 | » 209,803 68 | » 13,346 74 |
| *Differenza in più nel* 1869 | » | 647 | » | » | » | 42 | » | 609 | » | L. 880 71 |
| *Differen. in meno nel* 1868 | 1683 | » | 1036 | 1500 | 63 | » | 124 | » | L. 55,594 77 | » |

## ATTI DEL CONSIGLIO SUPERIORE DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

(*Vedi N.* 53)

3 agosto 1869. — Terza adunanza.

*Giudizio contro un professore di Università — Giudizio contro un professore di ginnasio — Concorso ai posti di studio di perfezionamento — Cattedre di zoologia ed anatomia comparata e di mineralogia e geologia in Padova — Ispezioni alle scuole — Cattedra di botanica in Torino — Domande per autorizzazione all'insegnamento secondario ed elementare.*

Sono presenti il vicepresidente Mamiani ed i consiglieri Bufalini, Bertoldi, Betti, Brioschi, Prati, Bonghi, Cipriani, Amari, Duprè, Messedaglia, Tenca, Giorgini e Felici.

La tornata si apre alle ore 11 antimeridiane con la lettura del processo verbale di quella di ieri, che viene approvato.

Indi il vicepresidente invita il Consiglio a stabilire la giornata in cui crede doversi occupare del giudizio contro il professore di Università messo in istato d'accusa, facendo avvertire che secondo le consuetudini del consesso, si deve dar tempo all'imputato per preparare le proprie difese non meno di un mese, onde parrebbe conveniente fissarlo non nelle prossime adunanze del settembre, sibbene in quelle di ottobre.

Il Consiglio aderisce in questo avviso, e poichè forse non potrebbe riuscire a tutti i consiglieri intervenire alle indicate adunanze se avessero luogo nella prima settimana del mese si determina che sia fissata la relativa tornata pel dì 15 ottobre, e che intanto si partecipi questa risoluzione al Ministero con preghiera di far intimare all'imputato copia dell'atto d'accusa col corrispondente invito a presentare nella indicata giornata le sue difese a voce od in iscritto, e di commettere al rettore della Università di far eleggere a quella Facoltà, cui appartiene il professore, i due delegati che debbono, giusta la legge, prender parte al giudizio.

Dopo sono nella sala introdotti il consultore legale ed il professore di ginnasio sottoposto a giudizio.

Udita la lettura del corrispondente atto d'accusa, e le difese a voce ed in iscritto presentate dall'imputato, sono i medesimi pregati a ritirarsi, ed il Consiglio procede alla conveniente discussione. In seguito della quale adotta il parere da sottoporre in proposito al signor Ministro.

Messo con ciò termine al giudizio, si delibera d'invitare il Ministero a far pubblicare con sollecitudine analogo avviso intorno al numero dei posti per perfezionamento degli studi superiori da concedersi nel prossimo anno scolastico sì all'estero che all'interno, acciò gli aspiranti possano presentare le opportune istanze ed i loro titoli sui quali il Consiglio Superiore provvederà alla esecuzione dei relativi concorsi per la scelta dei candidati. Nelle istanze i giovani debbono dichiarare in quale ramo di scienza intendano perfezionarsi, e con quali studi speciali precedenti vi si sieno preparati; non che presso quale Università o stabilimento d'istruzione superiore desiderino di perfezionare gli studi, specificando in modo particolare quali corsi vogliano seguire.

Poi si riferisce che essendo stato in Padova diviso in due cattedre distinte l'insegnamento complessivamente affidato ad unico professore di zoologia ed anatomia comparata e di mineralogia e geologia, la relativa Facoltà propone le persone cui conferirle.

Il relatore anche in nome di un altro collega, cui fu commesso di esaminare assieme a lui questa proposta, dice che per i particolari ordinamenti dell'Università padovana non è il caso di aprire concorsi per provvedere quelle due cattedre, e solo è a vedere se le proposizioni della Facoltà sono opportune. Quindi passando a discorrere del merito dei due candidati proposti non può far a meno di appoggiare il voto della Facoltà in favore dei medesimi.

Osserva solo che niun dubbio può incontrarsi alla nomina di uno di essi a professore ordinario trattandosi di un semplice passaggio di promozione da una Università secondaria ove quegli già sostiene come professore ordinario lo stesso insegnamento ad altra di primo ordine, ma che forse sarebbe conveniente, per seguire le norme in vigore a Padova, di nominare l'altro per ora professore straordinario, ufficio che colà è stabile e dà il diritto alla nomina di ordinario dopo alcuni anni di servizio. Ed in conseguenza propone di nominare il primo ordinario, e straordinario l'altro.

Questo parere che da tutti si riconosce conforme a giustizia, fa sorgere una questione intorno alla possibilità di dare ora esecuzione alla nomina di professori straordinari con la qualifica di stabili, onde si giudica conveniente di chiedere in proposito schiarimenti al Ministero prima di prendere una deliberazione. Però rimasta questa parte della proposta in sospeso, si pone ai voti l'altra riflettente il passaggio del professore ordinario di zoologia ed anatomia comparata da altra Università a quella di Padova, che a pieni voti è approvata.

In seguito un consigliere fa noto al consesso che il Ministro, sulle norme proposte per le ispezioni alle scuole d'istruzione secondaria ed elementare con la deliberazione del dì 1° ora scorso mese, ha fatto due giustissime osservazioni, ed ha rinnovato al Consiglio l'invito a compilare all'uopo analogo regolamento. Ed a nome della Commissione incaricata della relazione generale sullo stato dell'istruzione nel Regno, cui fu commesso questo grave affare, propone di approvare le due modificazioni indicate dal Ministro, e di richiedere informazioni e documenti al Ministero per porsi in grado di formolare il regolamento di cui si parla.

Approvata questa proposta, si giudica conveniente doversi porre a concorso la cattedra di botanica nella Università di Torino recatasi vacante per morte del prof. Moris, attesochè i titoli presentati da diversi candidati per ottenerla non si rinvengono sufficienti a costituire il grado di meritata fama voluto dall'articolo 69 della legge 13 novembre 1859 per devenire alla nomina di alcuno di essi prescindendo dalle norme generali di legge.

In fine, sulla proposta della relativa Commissione, si adottano le seguenti deliberazioni intorno a domande per autorizzazione con dispensa di esami all'insegnamento di materie spettanti alla istruzione secondaria e primaria:

1° Concedere una patente di maestro elementare di grado superiore, e tre autorizzazioni temporanee pel grado inferiore;

2° Riconoscere che negli insegnanti del liceo ginnasio italo-greco di Sant'Adriano un solo ha titolo d'idoneità sufficiente agli effetti del pareggiamento;

3° Dichiarare che degli insegnanti nella scuola tecnica di Susa, tre hanno titoli regolari, uno li ha sufficienti pel pareggiamento, ed altri due non ne hanno alcuno;

4° Dichiarare che degli insegnanti nella scuola tecnica di Catanzaro, un solo ha titolo regolare, quattro li hanno sufficienti e tre altri insufficieti pel pareggiamento;

5° Dichiarare che degli insegnanti della scuola tecnica di Solmona uno è affatto sfornito di titoli, tre altri li hanno regolari, ed insufficienti altri tre;

6° Respingere le istanze di quattordici richiedenti.

Quindi fissatasi la nuova riunione pel dì 1° settembre l'adunanza è sciolta.

Visto: *Il Vicepresidente*
Terenzio Mamiani.

# PARTE NON UFFICIALE

## NOTIZIE ESTERE

### PRUSSIA

Berlino, 21 febbraio.

Il Parlamento federale, nella seduta odierna, ha ammesso alla prima lettura il progetto di legge sul diritto degli autori e quello sul diritto dei fotografi. La seconda lettura di ambidue questi progetti di legge seguirà dopo quattordici giorni. Furono pure ammessi alla prima lettura i progetti di legge sulle pensioni degli antichi militari dello Schleswig Holstein, e sul trattato di giurisdizione conchiuso tra la Confederazione germanica del Nord e il granducato di Baden.

Le due leggi sul diritto degli autori e dei fotografi dovranno mettersi in vigore il 1° gennaio 1871. (*Allgemeine Zeitung*)

### MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

Vienna, 20 febbraio. Lo sciopero dei compositori tipografi si è manifestato anche in Vienna. Tutti i giornali di quella capitale pubblicano una dichiarazione del comitato giornalistico, che porta la data del 19, e notifica che i compositori eransi concertati per un aumento della presente tariffa, accompagnando le sue domande con minaccie di sciopero generale; che, essendo riusciti vano ogni tentativo di conciliazione, anche gli editori dei giornali, d'accordo coi proprietari di altre tipografie, si sono riuniti per provvedere in comune ai proprii interessi; non per una questione pecuniaria, ma bensì per non dover soggiacere alla prepotenza di un principio pernicioso, si collegarono gli editori dei giornali politici e presero di comune concerto la determinazione di restringere in questi giorni il testo delle loro pubblicazioni, affidandone la parte neutrale (atti ufficiali, dibattimenti parlamentari, giudiziari, atti municipali ecc.) a una sola composizione, per cui basti uno scarso numero di compositori.

A questa deliberazione parteciparono i seguenti diari: *Morgen Post*; *Neues Fremdenblatt*; *Fremdenblatt*; *Neue Freie Presse*; *Presse*; *Tagblatt*; *Tages Presse*; *Volkszeitung*; *Volksfreund*; *Vorstadtzeitung*; *Wanderer*.

— Il deputato Kaiser ha presentato alla Commissione del bilancio la relazione sul bilancio del culto. Propose la soppressione dei contributi per la dotazione dei conventi, conciossiachè ciò non incomba al governo. Il ministro Stremayr si dichiarò favorevole alla proposta del relatore. Il deputato Lohninger domandò al ministro del culto se non fosse opportuno imporre ai prelati ed ecclesiastici il giuramento alla costituzione. Il ministro rispose che questo giuramento non influirà punto sul contegno politico dei prelati, e che, del resto, importa al governo evitare conflitti.

La Commissione, mentre approvò la proposta del relatore circa alla dotazione dei conventi, respinse tuttavia quella del deputato Wickoff, di non inscrivere nulla pei conventi e per le monache nel prossimo bilancio.

### SVIZZERA

Scrivono da Berna all'*Allgemeine Zeitung d'Augusta*, sotto la data del 17 febbraio:

L'agenzia *Havas* e anche parecchi diari tedeschi hanno pubblicato un telegramma colla data di Berna, 14 febbraio, col quale si annunziava che il governo russo avesse chiesto al Consiglio federale elvetico l'estrazione di Netschajeff che accusato di cospirazione e di omicidio, si è rifugiato nella Svizzera e ora abita a Ginevra. Sulla fede di notizie colte a fonte ufficiale, posso affermarvi che finora al palazzo federale non è pervenuta notizia alcuna di siffatta domanda; si è anzi persuasi che il governo russo, il quale in casi politici analoghi non ha mai fatto domande di questo genere, tanto più se ne asterrà ora, che la Svizzera, nel trattato di estradizione conchiuso recentemente colla Francia, ha espresso la condizione che i delitti politici, anche quando siasi perpetrato un omicidio, non siano compresi tra i casi di estradizione.

## NOTIZIE VARIE

Fino dall'estate decorsa alcuni cittadini amanti del proprio paese accogliendo il concetto, dal signor Casimiro Masi vagheggiato, di un'Esposizione Nazionale di lavori femminili in Italia, si riunirono per formulare un programma, che potesse servire di base alla costituzione di un Comitato promotore.

---

In questo dipinto vi è quella realtà che non esclude la poesia del sentimento, nè la scelta dei materiali per produrre un effetto voluto. Semplice la composizione, composti i moti delle figure che palesano, senza istrioneggiare, la pietà e l'orrore che loro produce quella luttuosa catastrofe. Il Castagnola intende bene il dramma (la *Morte del duca Alessandro* lo attesta) e sa esprimere la lotta degli affetti con semplicità ed efficacia. Facile esecutore e di gusto, con la magia dell'arte dà vita ad un sentimento, estrinsecazione ad una idea, e tocca la corda del cuore indovinando la nota giusta dell'affetto. L'*Imelda dei Lambertazzi* è stata fatta per commissione di un signore di Genova, e serve di riscontro ad un'altra opera dello stesso artista.

Pochi giorni prima che fosse chiusa l'Esposizione della Società Promotrice, e dopo che la rassegna artistica era stampata, il Sorbi espose in quelle sale un gentile e compiuto dipinto rappresentante *La strada*. Quel quadrettino era una vera e propria fisiologia, avvivata da una finezza di gusto e di pennello degna di elogio senza riserva; un'opera notevole per spirito di osservazione, per giustezza di rapporti, rilievo, disegno e verità colta sul vivo. In quel tronco di strada bagnato dalla pioggia, fiancheggiato da un alto muro liscio di tinta giallognola sudicia, variatissimo di toni, rotto nella sua uniformità di linea da un lampione a gaz e dal comignolo del tetto di una casa, pareva veramente che si muovessero le figurine che vi erano dipinte. Un carbonaio con una balla vuota sul capo pendente giù dalle spalle spingeva un carretto con sopra un fagotto umano, vero tipo di carbonaio grasso, tutto intento a ravvivare il fuoco della sua pipa. Più innanzi un gruppo di muratori, con gli abiti biancheggianti di calce, si avviavano di buon passo a casa; e sul marciapiede, rasentando il muro, una modistina strisciava a passi di gatta alzandosi il vestitino per lasciare tutto il contingente delle pillacchere alla sottana. Altre figurette non meno caratteristiche chiudevano la composizione e davano maggior spicco, per antitesi sociale, al gruppo dei carbonai protagonista del quadro.

Il Sorbi, la cui abilità è incontrastata, il Sorbi che ha sortiti da natura tutti i doni necessari per esser pittore, ha mostrato che cosa può quando vuole, e che cosa possiamo aspettarci da lui se tanta espressione di verità, tanta finezza di gusto e di osservazione sarà adoperata in opere di concetto elevato dove la mano ha per guida il cuore e la mente.

I sipari del teatro di Pisa e di quello del Cairo hanno fruttato ampia messe di lodi al prof. Gatti che ne è l'autore. Di questi sipari egli sta ripetendone per commissione i soggetti in due quadri a olio di piccole dimensioni, che promettono di riuscire due cose da far venire l'acquolina alla bocca e la voglia di acquistarle, se il meglio non mancasse. Nel sipario del Cairo è figurata la civiltà antica e moderna dell'Egitto; tema dato a rime obbligate, nella trattazione del quale il Gatti si è cavato assai bene dall'impegno armonizzando con arte, il parlar dei moderni e il sermon prisco, cioè le epoche dei Faraoni e quelle dei Kedive. Più simpatico e geniale, perchè intelligibile e perchè cosa di questo mondo, è il soggetto trattato nel sipario di Pisa, dove chi dette l'argomento ebbe il buon senso di lasciar da parte i trionfi e le allegorie, che sono sempre sciarade nel concetto, e finali di ballo mimico-spettacoloso nella plastica, e di chiedere un fatto vero e reale un episodio festevole della vita di un illustre italiano.

Narra Goldoni nelle sue Memorie, come trovandosi egli in Pisa assistè ad una adunanza degli Alfei, e plaudendo del pari al buono e al cattivo che sentiva declamare, gli saltò l'estro di recitare egli pure qualche cosa. Avutone il permesso, recitò un sonetto da lui fatto in gioventù per una occasione consimile, e lo disse « *con quel tuono ed inflessione di voce, che ravvivano la rima ed il sentimento.* » La poesia passò per fatta su due piedi e riscosse sommi applausi. Non so, dice Goldoni, se il consesso dovesse durare di più, so bene che ognuno si alzò e che mi vennero tutti attorno.

La scena è nel giardino Scotto dove si dice fossero tenute le radunanze della Colonia Alfea. Nel mezzo del quadro campeggia la gioviale figura del Goldoni nell'atto appunto di declamare il suo sonetto. A sinistra del commediografo è il banco della presidenza, dove mezzo alzato ed in atto di applaudire sta il Fabbri che nella sua qualità di *guardiano* presiedeva quelle tornate. A sinistra del Fabbri è il cav. Flaminio dal Borgo; sul davanti del quadro, in faccia al seggio, sta la Caterina Borghini, poetessa, in atto di suggerire alcunchè a Pio dal Borgo che le sta dietro, il quale pare vada raccogliendo il sonetto che Goldoni declama. Più verso la sinistra dello spettatore è Francesco Catelani, traduttore di Anacreonte, anch'esso in atto di applaudire. Sulla sinistra dello spettatore stanno due figure di un giovane o di una giovanetta, che soli in tanta moltitudine, senza curarsi troppo della poesia detta, fanno all'amore. Il Gatti ha ravvivato questo soggetto con una sinfonia a piena orchestra di tinte, con un brio di toni di effetto gradevolissimo e sorprendente. La luce aperta del cielo dà freschezza e risalto al verde delle piante, al bruno delle pietre, a colori delle vesti; morbidezza e riflessi ai velluti, splendore ai rasi, agli ori e alle mille minuterie che adornavano le acconciature e gli abiti femminili e maschili del secolo decimottavo.

Il sipario del teatro di Pisa non è soltanto un bel sipario, è anche un bel quadro, ed ha dato prova di buon gusto e di intelligenza chi volle commetterne, al Gatti, la replica ad olio.

Salvatore Grita, scultore palermitano, autore del gruppo esprimente un episodio del bombardamento di Palermo, espose nel suo studio una figura in creta rappresentante *La cieca che legge*, opera ch'ei volle dedicata alla vera beneficenza, personificandola in Valentino Haüy primo fondatore d'istituti per i ciechi, ed in G. B. Scagliotti e Michele Barozzi i quali si adoperarono, e l'ultimo vi riuscì, a fondare uno di quegli istituti in Italia. Questa figura, oltre di essere una buona azione, è una buona opera di arte che rivela nel Grita una squisitezza di sentimento non troppo comune ai nostri giorni.

La cieca, è una giovinetta su i diciotto anni, seduta sopra uno sgabello di legno in atto di percorrere con le dita della mano destra le linee rilevate di una pagina del libro che tiene appoggiato, nella estremità inferiore, sulla coscia. Ha la testa alta in posizione perfettamente verticale; le palpebre abbassate, flaccide, inerti, e le labbra schiuse ad un mezzo sorriso che è abituale nei ciechi. I capelli rialzati in giro e fermati al sommo del capo in due trecce avvolte a modo di cercine, lasciano scoperta la fronte ed armonizzano con la severità quasi monastica del vestire.

In terra sono posate alcune macchinette delle quali si servono i ciechi per conteggiare e scrivere, ed un telaino nel quale è un foglio ove sta scritta a caratteri sottili e squadrati la lettera seguente:

Milano, Istituto dei ciechi
3 giugno 1868.

« *Madre mia*,

Fra le persone care tu mi sei la carissima. Il venire a te col pensiero più volte il giorno è la maggiore mia consolazione nella lontananza. Se sapessi con quanta dolcezza ricordo le tue cure, delle quali la mia sventura ti raddoppiava il carico, ma anche la tenerezza! Come eri buona per me, o madre mia! Rammento che mi dicevi: un astro illumina dolcemente le notti serene; io sentiva, o madre mia, quella luce mite nella tua voce soave che mi pareva rischiarar la tenebra inesorabile che pesa sulle mie pupille. Che Dio ti benedica e ti conservi alla tua figliuola che ha tanto bisogno di te, o ci chiami amendue in un punto a godere della luce ineffabile dei suoi tabernacoli. »

La calma serena, la rassegnazione, e l'affetto di questa lettera, si ritrovano felicemente espressi nella figura del Grita. Quella esile personcina povera di fibra, condannata a vivere in una notte perpetua, commuove fino alle lacrime e fa pensare con riconoscenza all'opera santa di coloro che si adoperarono e si adoperano a rendere meno monotona e dolorosa l'esistenza del cieco, porgendogli il modo di coltivare la mente, di educare la mano al lavoro, e di riuscire utile a se stesso senza aver bisogno di ricorrere, se

Compilato questo programma, lo sottoposero all'approvazione di quanti crederono favorevoli al proprio concetto, e da questi fecero nominare gli individui che reputavansi i più atti ad attuare siffatta idea.

Fu così che nel settembre decorso moltissimi cittadini riuniti nel locale della Borsa, gentilmente concesso dalla Camera di Commercio, approvavano lo statuto-programma e nominavano un numero di persone di buona volontà cui commettevano di costituirsi in Comitato promotore di tale Esposizione, dando loro facoltà di associarvi quelle persone che credessero poter, o pei loro talenti o per la loro posizione sociale, tornar loro di profittevole soccorso a raggiungere lo scopo prefisso.

Valendosi largamente di questa facoltà, i primi nominati poteron quindi costituire il Comitato promotore che si compone oggi dei signori:

Principe Carlo Poniatowsky, presidente - Cavaliere Francesco Rubino, vicepresidente - Cav. Felice Montagnini di Mirabello, consigliere - Prof. avv. Massimiliano Giarrè, consigliere - Magherini cav. Raffaello, provveditore - Fenzi cav. Sebastiano, cassiere - Parrini prof. Cesare, segretario - Bonaccorti signor Ranieri, membro - Bonajuti ing. cav. Telemaco, id. - Bosi avv. Carlo Alberto, id. - Caranti comm. Biagio, id. - Casaglia cav. Oreste, id. - Corsini principe Don Tommaso, id. - Focardi signor Orazio, id. - Ferrari signor Ignazio, id. - Francini signor Giuseppe, id. - Garinei ing. Salvadore, id. - Ginori-Lisci marchese Lorenzo, id. - Giovannini signor Zanobi, id. - Lawley cav. Enrico, id. - Levi barone Angelo Adolfo, id. - Mari signor Casimiro, id. - Niccolini march. Luigi, id. - Petri dott. Felice, id. - Presenti cav. ing. Enrico, id. - Paliti cav. Leto, id. - Rappone avvocato Achille, id. - Romiti ing. Edoardo, id. - Tarchiani signor Ilario, id. - Torelli signor Sam, id. - Trevellini ing. Luigi, id.

Prima cura del Comitato fu quella di compilare un regolamento interno che provvedesse a determinare le attribuzioni dei vari suoi uffici e ad assicurare la retta amministrazione delle somme da raccogliersi per servire alle spese della Esposizione.

Quindi, seguendo lo statuto-programma e pensando che una Esposizione di lavori femminili doveva di necessità esser diretta principalmente dalle donne, costituì un Comitato di signore nelle persone di:

S. E. la principessa Strozzi, presidentessa - S. E. la principessa Poniatowsky, vicepresidentessa - Contessa Montagnini di Mirabello, segretaria - Marchesa Giuseppina Mari, cassiera - Signora Carolina Levera-Lerici - Signora Zelinda Masini - Signora Gesualda Pozzolini - Signora Maiolarini - Signora Enrichetta Cappelli - Contessa Fossombroni - Marchesa Franzoni Pio di Savoja - Marchesa Di Lajatico - Signora Teresa Dell'Imperatore - Baronessa Levi - Signora Tabarrini - Marchesa Uguccioni Bianca - Signora Omar Amalia - Signora Arianna Orsini - Contessa Leontina Fantoni - Contessa Orsini d'Orbassano - Signora Barsanti - Signora Clelia Levi - Signora Luisa Piana Casari - Signora Emilia Rondoni.

Le quali si compiacquero concorrere a lavorare per l'attuazione dell'Esposizione.

Nè il Comitato tralasciò di rivolgersi al Governo per ottenerne il valevole patrocinio, come diffatto l'ottenne, il Ministero dell'Agricoltura e Commercio avendo aiutato di consigli e di eccitamenti il Comitato, e di più invitato i prefetti ed i sindaci a curare la istituzione dei Sottocomitati in tutto il Regno.

Fu mercè questi conforti ed aiuti che il Comitato cominciò a ricevere adesioni dalle principali città dello Stato, cosicchè spera quanto prima poter costituire in tutte le provincie del Regno i Sottocomitati, e così veder sorgere per iniziativa privata una istituzione che, oltre a riporre in pregio l'attività e l'ingegno della donna italiana, recherà non lievi vantaggi alle industrie del paese.

—Leggesi nel *Giornale di Napoli* del 22:

Lo spettacolo di gala richiamò ieri sera al San Carlo un'udienza numerosa ed elettissima. S. M. il Re e le LL. AA. il Principe Umberto e la Principessa Margherita comparvero al palco reale di mezzo, nell'intermezzo tra l'opera e il ballo, seguiti dalle LL. EE. i ministri degli affari esteri e della marina, dal generale conte Pettinengo, comandante il terzo corpo d'armata, dal viceammiraglio Provana, comandante il dipartimento marittimo, dal marchese di Montefalcone, prefetto della provincia, dal conte Capitelli, sindaco della città, oltre parecchi generali e le dame d'onore. L'udienza salutò S. M. con applausi generali e prolungati, tanto che S. M. si levò ben tre volte per ringraziarla. Quando la Famiglia Reale lasciò il teatro si ripetè la stessa ovazione.

— La *Gazzetta del popolo* di Torino annunzia che S. A. R. il Duca d'Aosta ha fatto pervenire a quel sindaco la somma di lire 3000 da distribuirsi ai poveri della città.

— Santa Margherita a Montici, scrive la *Nazione*, è una frazione del comune di Firenze, di 700 circa abitanti, situata in amenissimo colle sovra il piano dei Giullari. Di questa parrocchia è priore da due anni il reverendo signor D. Lorenzo Viliani, il quale fin da principio vedendo che nel paese non esisteva scuola comunale e che i suoi abitanti quasi tutti contadini ed operai, per godere del vantaggio dell'istruzione erano costretti ogni giorno di recarsi a Firenze, facendo tra l'andata e il ritorno quattro o cinque miglia a piedi, pensò bene di stabilire una scuola serale gratuita, sia per gli adulti che pei fanciulli, invitando i padri di famiglia a mandare i loro figli, e dare l'esempio essi medesimi.

Il suo invito fu accolto con sommo favore dai suoi parrocchiani; ed ora da due anni la sua scuola è frequentata ogni sera da una cinquantina di scolari di ogni età e di ogni condizione, i quali di giorno in giorno vanno facendo notevole progresso nell'istruzione.

Per accrescere quindi ancora l'insegnamento ed incoraggiare maggiormente i suoi scolari allo studio, con savio accorgimento instituì pure una scuola corale per canto, di cui noi sappiamo essere maestro uno de' più distinti professori di Firenze, il quale due volte la settimana si reca in quel paese a dare lezioni a quei buoni popolani, pieni di ardente volontà anche per lo studio della musica.

— Il *Bollettino del Comizio Agrario Pallanzese* ha la seguente notizia d'igiene domestica:

Ognuno conosce la puzza che tramanda il petrolio, massime quando abbrucia imperfettamente, ma non tutti sanno per avventura con qual mezzo semplicissimo si possa deodorare il petrolio; tal mezzo è il seguente: Si agita il petrolio con una piccola quantità di cloruro di calce, e si lasciano poi a contatto le due sostanze per due o tre giorni; il petrolio si decanta chiaro e limpido. Per questo trattamento esso ha perduto ogni odore sgradevole (non presenta che un odore etereo), pur conservando il suo potere illuminante. Di ciò che riguarda l'illuminazione ed il riscaldamento igienico delle case è interesse di tutti l'istruzione, ma non ultimi, specialmente nella fredda stagione, in cui le lampade a petrolio e le stufe di ghisa cospirano insieme e con tanta copia d'azione contro l'igiene, dovrebbero occuparsene quelli, sotto la cui direzione e sorveglianza stanno aperti collegi e scuole, od altri pubblici e privati stabilimenti.

— Leggesi nella *Gazzetta dell'Umbria* sotto la data di Perugia 23 febbraio:

Il gabinetto numismatico annesso al nostro Ateneo si è, mercè le cure del chiarissimo conte Gian Carlo conestabile della Staffa, arricchito di una moneta antica di non comune pregio, donata con raro esempio di generosità dal signor prof. G. Francesco Cipriani, ora presidente del tribunale di Avezzano.

Trattasi di una didramma spettante alle due greche colonie riunite in alleanza di Crotone e Pandosia, i cui nomi *cro* e *pan* sono uniti ai due tipi del bove per Pandosia e del tripode per Crotone.

Ciò che aumenta il pregio della moneta donata è che le didramme del tipo ateniese, cui appartengono le monete della Magna Grecia, sono omai divenute quasi altrettanto rare delle tridramme di cui non rimane a nostra conoscenza alcun esemplare. Il peso della didramma si può valutare dai 126 al 130 grammi di puro argento.

# DIARIO

*(Il Corriere del Cenisio continua in ritardo.)*

Il *Journal Officiel* del 20 pubblica il decreto che convoca a Tours per il 21 marzo prossimo la sezione giudicante della Alta Corte. Fra dieci giorni dalla data della pubblicazione del decreto avrà luogo la estrazione a sorte dei giurati che devono per legge essere consiglieri generali.

In Inghilterra gli uomini di Stato continuano ad occuparsi della questione dell'assistenza pubblica. In una delle ultime sedute della Camera dei comuni il signor Goschen ha proposto un *bill* per distribuire in modo uniforme su tutti i punti della capitale le nuove tasse che si rendono necessarie per il mantenimento dei poveri. Egli dichiarò che il *bill* presentato dal signor Hardy nel 1868 ha prodotti dei risultati molto vantaggiosi, e che l'oggetto del *bill* attuale si è di estenderne la applicazione. Il nuovo *bill* porrebbe il mantenimento dei *workhouses* di Londra a carico di una cassa comune a condizione che le varie *unions* adottino i regolamenti generali e le misure prevedute dalla legge. Sovra 1,400,000 lire sterline che si spendono annualmente a Londra per la pubblica esistenza, 400 mila sono già a carico della cassa comune, la qual cosa ridonda a profitto grandissimo delle parrocchie povere, posciachè ventisei sono le parrocchie assistite e quindici quelle che contribuiscono alla cassa. Siffatta perequazione parziale ha, senza dubbio aumentate le spese ed in particolare quella degli stipendi per gli agenti; ma essa ha grandemente rialzato il carattere della pubblica assistenza, limitò l'estendersi del pauperismo e migliorati gli istituti di carità; principalmente quelli nei quali sono raccolti i fanciulli ed i pazzarelli. Il *bill* propose che si accordino settimanalmente alle *unions* 3 sc. e 6 p. in ragione di ciascun adulto ricettato nei workhouses. Di modo che quindinnanzi la cassa comune pagherà ogni anno 650 mila sterline, vale a dire la metà di quanto costa la pubblica assistenza.

Nella sua seduta del 19 febbraio il Senato belga ha condotta a termine la discussione del progetto di legge sulla milizia. Alla Camera elettiva continua la discussione degli articoli del Codice di commercio riveduto.

Scrivono che le trattative fra il governo federale tedesco e la Gran Bretagna per la revisione delle antiche convenzioni postali sono giunte al loro termine, e che fra breve verrà sottoscritta una analoga convenzione.

Al Reichsrath austriaco i lavori seguono il loro corso regolare. La Camera dei deputati ha votati parecchi progetti di legge d'indole finanziaria ed economica. L'importante progetto sull'imposta professionale ed industriale non verrà discusso se non dopo che il ministro delle finanze avrà, nelle conferenze preparatorie, date ai deputati le spiegazioni che ha promesse.

I tribunali di Praga hanno pronunziata sentenza contro gli implicati nella procedura di alto tradimento. Si ritennero dimostrati i reati di propaganda separatista e di falsificazione di monete a scopo politico. Parte degli imputati vennero assolti; gli altri vennero condannati con pene che variano dai 6 mesi ai 10 anni di prigionia.

La legislatura del Mississipi ha eletto un negro, il signor Revel, per il posto di senatore a Washington, in sostituzione dell'expresidente sudista, signor Jefferson Davis. Ma questa elezione è osteggiata dall'antico partito schiavista, il quale ne chiede l'annullamento, basandosi sulla legge che stabilisce nessuno poter divenire senatore ove egli non goda da nove anni in poi de' suoi diritti politici. Tali diritti non essendo stati accordati ai negri che nel 1866, qualora non si tenga conto degli emendamenti costituzionali che hanno soppresso ogni disparità fra le due razze, ne verrebbe che il sig. de Revel non potrebbe coprire la carica di senatore che di qui ad altri cinque anni.

## DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Washington, 21.

La Camera dei rappresentanti adottò con 108 voti contro 73 una proposta che dichiara necessario l'aumento della circolazione della carta monetata, ed incarica un Comitato di preparare un *bill* per aumentarla almeno di 50 milioni.

Parigi, 23.

L'infante don Carlos, viaggiando con un passaporto austriaco, è arrivato ieri a Lione dove s'incontrò coll'ex-duca di Modena proveniente da Roma, il quale gli rimise fondi considerevoli per preparare la rivoluzione in Ispagna. Le autorità francesi, in nome del governo, gli espressero il desiderio di vederlo soggiornare in una città del nord della Francia, se non preferiva di recarsi all'estero. Il principe Carlo adottò quest'ultimo partito, e fu scortato fino alla frontiera. Credesi ch'egli sia giunto la sera stessa a Ginevra. Egli era accompagnato da alcune notabilità carliste che poi si dispersero.

Il *Gaulois* smentisce la voce che il governo spagnuolo abbia risoluto di fare un colpo di Stato e di proclamare Montpensier.

Nuova York, 22.

Corre voce che il Senato si opponga vigorosamente all'aumento della carta monetata votato dalla Camera dei rappresentanti.

Madrid, 22.

Ebbe luogo una dimostrazione pacifica composta di parecchie migliaia di operai, i quali chiedevano lavoro al ministro dei lavori pubblici.

Domani si terrà un nuovo *meeting*.

Seduta delle Cortes. — Canovas presentò una petizione di 9,000 cubani e spagnuoli, i quali chiedono che il governo aggiorni la discussione sulla costituzione di Portoricco.

Dopo viva discussione le Cortes deliberarono che la discussione venga aggiornata per giorni tre.

Vienna, 23.

Ieri il ministro degli Stati Uniti d'America presso S. M. l'imperatore ha dato un pranzo diplomatico in commemorazione della nascita di Washington. V'intervennero il presidente del Consiglio e tutti i capi delle legazioni.

Parigi, 23.

**Chiusura della Borsa.**

| | 22 | 23 |
|---|---|---|
| Rendita francese 3 0/0 | 73 85 | 74 05 |
| Id. italiana 5 0/0 | 55 85 | 56 02 |
| *Valori diversi.* | | |
| Ferrovie lombardo-venete | 496 — | 493 — |
| Obbligazioni | 246 — | 246 — |
| Ferrovie romane | 46 75 | 46 75 |
| Obbligazioni | 125 — | 124 50 |
| Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863 | — — | — — |
| Obbligazioni ferr. merid. | 168 25 | 168 50 |
| Cambio sull'Italia | 3 1/4 | 3 1/4 |
| Credito mobiliare francese | 202 — | 202 — |
| Obblig. della Regia Tabacchi | 447 — | 448 — |
| Azioni id. id. | 668 — | 660 — |

Vienna, 23.

Cambio su Londra . . . . . 124 10 — —

Londra, 23.

Consolidati inglesi . . . . . 92 1/2 92 5/8

Vienna, 23.

Cambio su Londra 124 15.

Parigi, 24.

Assicurasi che il ministro Lebœuf abbia trasmesso al Consiglio di Stato il progetto che fissa a 90,000 uomini in luogo di 100,000 il contingente per l'anno 1871.

Il *Peuple Français* dice che il Consiglio municipale approvò ieri ad unanimità l'imprestito di 250 milioni, proposto dal prefetto.

Parigi, 23.

Corpo legislativo. — Chevandier dichiara che le interpellanze sulle candidature ufficiali gli sembrano inopportune; dice che il ministero non è responsabile delle elezioni generali e che esso assume soltanto la responsabilità delle elezioni fatte dopo il 2 gennaio, per le quali raccomandò una neutralità assoluta.

Picard domanda che il governo dichiari formalmente di rinunziare al principio delle candidature ufficiali.

Du Miral sostiene che il governo deve avere il diritto di far conoscere le sue preferenze.

Picard domanda una risposta categorica.

Chevandier dichiara che il governo parlamentare implica l'abbandono delle candidature ufficiali, ma che il governo non intende già di rinunziare al diritto di far conoscere gli amici e i nemici.

Grévy dice che non esiste alcuna differenza fra le candidature ufficiali e le raccomandate; contesta assolutamente al governo il diritto d'intervenire nelle elezioni.

Ollivier dice che il governo serberà nelle elezioni un'assoluta neutralità, ma che esso farà conoscere le sue speranze; soggiunse che bisogna disperare del suffragio universale, se ciò lo potesse falsare; termina dicendo che quello è un governo durevole il quale, lungi dal sostenere i suoi amici, è, al contrario, sostenuto da essi. (*Applausi*)

Dugue de Fauconnerie dice che tutti i governi, compreso quello del 1848, sostennero i propri candidati; legge una circolare di Favre ed altri documenti in prova delle sue asserzioni. (*Tumulti*)

Parlano quindi Grévy e Arago.

La discussione continuerà domani.

## UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 23 febbraio 1870, ore 1 pom.

Innalzamento barometrico straordinario di 20 mm. su tutta la penisola. Mare ove calmo, ed ove agitato. Dominano i venti delle regioni polari.

Cielo generalmente sereno.

Anche nel resto d'Europa il barometro si è alzato.

Sono probabili dei venti di sud-est e sud-ovest.

### OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

*fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze*

Nel giorno 23 febbraio 1870.

| | ORE | | |
|---|---|---|---|
| | 9 antim. | 3 pom. | 9 pom. |
| Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero | mm 755 0 | mm 756 0 | mm 756 0 |
| Termometro centigrado | — 3 0 | + 7,0 | 5,0 |
| Umidità relativa | 45 0 | 40. 0 | 60, 0 |
| Stato del cielo | sereno | nuvolo | nuvolo |
| Vento { direzione / forza | O debole | SO debole | SO debole |

Temperatura massima . . . . . . . . + 8,0

Temperatura minima . . . . . . . . — 4,5

# TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI

TEATRO DELLA PERGOLA — Gran festa da ballo con ingresso alle maschere alle ore 10.

Domani, 25 febbraio, rappresentazione dell'opera del maestro Petrella: *I promessi sposi* — Ballo: *La Giocoliera*.

TEATRO PAGLIANO, ore 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Deferrari: *Il Cadetto di Guascogna* — Ballo: *Giuditta*.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La Compagnia drammatica diretta da T. Salvini rappresenta: *La Calunnia*.

TEATRO NUOVO, ore 8 — La drammatica Compagnia di Luigi Pezzana rappresenta: *La Dote — Le Baruffe chiozzotte*.

TEATRO ALFIERI, ore 8 — La drammatica Compagnia Coltellini e Vernier rappresenta: *Gli Animali parlanti*.

FEA ENRICO, *gerente*.

## LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze, 24 febbraio 1870*)

| VALORI | | VALORE NOMINALE | CONTANTI L | CONTANTI D | FINE CORR. L | FINE CORR. D | FINE PROSSIMO L | FINE PROSSIMO D | NOMINALE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rendita italiana 5 0/0 | god. 1 genn. 1870 | | » | » | 57 67 1/2 | 57 65 | 57 90 | 57 87 1/2 | » |
| Rendita italiana 3 0/0 | » 1 ottob. 1869 | | 36 50 | 36 40 | » | » | » | » | » |
| Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib. | id. | | » | » | 84 15 | 84 05 | » | » | » |
| Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 | » | | » | » | 76 20 | 76 | » | » | |
| Az. Regia coint. Tab. (carta) | » 1 genn. 1870 | 500 | » | » | 673 | 672 | » | » | » |
| Obb. 6 0/0 Regia Tab. 1868 Titoli provv. (oro) trattabile in carta | » 1 genn. 1870 | 500 | » | » | » | » | » | » | 462 |
| Imprestito Ferriere 5 0/0 | » | 840 | » | » | » | » | » | » | » |
| Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10 | » | 480 | » | » | » | » | » | » | » |
| Azioni della Banca Naz. Toscana | » 1 genn. 1870 | 1000 | » | » | » | » | » | » | 1750 |
| Dette Banca Naz. Regno d'Italia | » 1 genn. 1870 | 1000 | » | » | » | » | » | » | 2250 |
| Cassa di sconto Toscana in sott. | » | 250 | » | » | » | » | » | » | » |
| Banca di Credito Italiano | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Azioni del Credito Mobil. ital. | » | | | | | | | | » |
| Obbl. Tabacco 5 0/0 | » | 1000 | » | » | » | » | » | » | » |
| Azioni delle SS. FF. Romane | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane) | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Azioni delle ant. SS. FF. Livor. | » 1 genn. 1870 | 420 | » | » | » | » | » | » | 195 |
| Obblig. 3 0/0 delle suddette CD | » 1 genn. 1870 | 500 | » | » | » | » | » | » | 164 |
| Dette | » | 420 | » | » | » | » | » | » | » |
| Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar. | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Azioni SS. FF. Meridionali | » 1 genn. 1870 | 500 | » | » | 325 | 324 3/4 | » | » | » |
| Obbl. 3 0/0 delle dette | » 1 genn. 1870 | 500 | » | » | » | » | » | » | 175 |
| Buoni Meridionali 6 0/0 (oro) | » | 500 | » | » | 419 1/4 | 419 | » | » | » |
| Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 11 | » | 505 | » | » | » | » | » | » | 464 |
| Dette in serie di una e due | » | 505 | » | » | » | » | » | » | » |
| Dette in serie pice | » | 505 | » | » | » | » | » | » | » |
| Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele* | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Imprestito comunale 5 0/0 | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Detto in sottoscrizione | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Detto liberate | » | 500 | » | » | » | » | » | » | » |
| Imprestito comunale di Napoli | » | 500 | » | » | » | » | » | » | 135 |
| 5 0/0 italiano in piccoli pezzi | » 1 genn. 1870 | | » | » | » | » | » | » | 58 |
| 3 0/0 idem | » 1 ottob. 1869 | | » | » | » | » | » | » | 37 » |
| Imprestito Nazion. piccoli pezzi | » id. | | » | » | » | » | » | » | 85 |
| Nuovo impr. della città di Firenze | id. | 250 | 208 » | 207 » | » | » | » | » | » |
| Obbl. fondiaria del Monte dei Paschi 5 0/0 | | 500 | » | » | » | » | » | » | 375 |

| CAMBI | Giorni | L | D | CAMBI | Giorni | L | D | CAMBI | Giorni | L | D |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Livorno | 8 | | | Venezia eff. gar. | 30 | | | Londra | a vista | | |
| dto. | 30 | | | Trieste | 30 | | | dto. | 30 | | |
| dto. | 60 | | | dto. | 90 | | | dto. | 90 | 25 86 | 25 82 |
| Roma | 30 | | | Vienna | 30 | | | Parigi | a vista | 103 50 | 103 35 |
| Bologna | 30 | | | dto. | 90 | | | dto. | 30 | | |
| Ancona | 30 | | | Augusta | 30 | | | dto. | 90 | | |
| Napoli | 30 | | | dto. | 90 | | | Lione | 90 | | |
| Milano | 30 | | | Francoforte | 30 | | | dto. | 90 | | |
| Genova | 30 | | | Amsterdam | 90 | | | Marsiglia | 90 | | |
| Torino | 30 | | | Amburgo | 90 | | | Napoleoni d'oro | | 20 66 | 20 64 |
| | | | | | | | | *Sconto Banca 5 0/0* | | | |

PREZZI FATTI

5 p. 0/0: 57 57 1/2-60-62 1/2-57-65-67 1/2-70 f. c. - 57-85-87 1/2-90 f. marzo. — Az. Tab. 674 fine marzo. — Buoni Meridionali 419 f. c.

*Il Vicesindaco*: G. DINA.

abbandonato, alla carità di chi passa per procurarsi il pane quotidiano.

Questa figura, modellata con garbo e studio diligente del vero, è minuta, ma non gretta nè secca; la mano che scorre sul libro è così bene indovinata nel movimento, tanto accarezzata in ogni sua parte che sembra abbia senso d'intelligenza.

Il dorso è un pezzo di fattura squisita; ed è felicemente resa, per opposizione di toni, la trasparenza e la leggerezza del tessuto della camicetta che prende colore dai corpi a' quali è sovrapposta. Anzi la finezza di esecuzione che si mostra spiccata in questa parte a preferenza delle altre lascia il desiderio di una maggiore ricerca di parti, e di una finitura più compiuta del viso. Ma questa ed altre mende di facile correzione sparirebbero nel tradurre l'opera in marmo, quando la fortuna, sempre matrigna al Grita, volesse per bizzarria mostrarglisi propizia oggi quanto gli fu avversa nel passato.

═

L'*Arte in Italia*, elegantissimo periodico che si stampa in Torino, dedicato esclusivamente alle arti del disegno (del quale fu tenuta parola altra volta in questo Giornale) è entrato nel secondo anno di vita col suo fascicolo del gennaio 1870. Gli editori hanno diramato un programma nel quale, esponendo il loro operato, e chiamando in testimonianza il già fatto, invitano il pubblico, gli amatori e gli artisti ad esser cortesi del loro appoggio alla opera intrapresa per darle incremento e prosperità. Siffatta pubblicazione non ha bisogno di *réclame* essendo tale per la sua importanza, come unico giornale artistico in Italia, per merito letterario, tipografico e calcografico, da raccomandarsi da sè. Noi siamo certi che la Società editrice non mancherà al suo proposito di progredire sempre in meglio, e nutriamo fiducia che non riuscirà inutile l'appello da essa fatto agli amatori ed agli artisti, i quali specialmente hanno un interesse diretto ad alimentare una pubblicazione dalla quale ritraggono essi il principale vantaggio.

═

*Carlo Pini*, conservatore dei disegni e stampe della R. Galleria di Firenze, col desiderio di aiutare la cognizione delle opere degli antichi artisti, e per soddisfare la lodevole curiosità di chi ama conoscere, degli uomini più o meno grandi, ogni cosa, si è accinto alla pubblicazione di un Albo di autografi di artisti italiani fioriti dall'epoca giottesca fino a quella che vide il tramonto dell'arte, nella quale pure si contano ingegni valenti. Questi autografi sono riprodotti col mezzo della fotografia, e nella scelta loro il collettore ha procurato (quando l'abbondanza dei medesimi lo permetteva) che la scrittura entri per intero in una tavola fotografica. Quindi l'Albo ha sotto questo rapporto una importanza storica che lo fa essere una buona giunta alla raccolta di lettere e documenti artistici, per le quali dopo il Bottari si sono resi tanto benemeriti il Ticozzi, il Gaye, il Gualandi e il Milanesi.

Alle tavole fotografiche vanno unite alcune note biografiche sugli artisti compresi nell'albo, le quali nelle loro brevità hanno il pregio di dar talora cose nuove, specialmente per quelli che sono meno noti alla storia. A queste notizie fanno corredo quando il bisogno lo chiede, la trascrizione dei documenti, la qual cosa può aiutare agli studi della paleografia e giovare a chi frequenta le biblioteche e gli archivi. Di questo albo che conterrà 300 tavole in quarto grande è già uscita in luce la prima delle 12 dispense, che comporranno la intera opera, nella qual dispensa si comprendono gli autografi di 25 artisti, da Taddeo Gaddi a Giorgio Vasari.

═

L'*Allgemeine Künstler lexikon*, o dizionario biografico universale degli artisti antichi e moderni, è un rimpasto di quello del *Nagler*, continuato fino a'dì nostri. Il dotto *Giulio Mayer* ne è l'ordinatore, e presiede ad una schiera di collaboratori raccolti in ogni parte d'Europa. Alle notizie biografiche degli artisti fanno corredo le sigle, le firme, i cataloghi di opere, le indicazioni bibliografiche e tutto quanto può interessare l'artista ricordato e il suo tempo.

Per quanto concerne agli antichi maestri può esser certo lo studioso di trovare in quella parte la maggiore precisione possibile, in quantochè i documenti nuovi che hanno portata tanta luce sulla storia del risorgimento dell'arte sono stati accuratamente ricercati, consultati e adoperati. E se per questo lato il Dizionario universale ha importanza molta e riesce di grande utilità, una ne acquista a mille doppi maggiore nella parte che riguarda gli artisti contemporanei (ove tutto, o, quasi tutto, è da farsi di pianta) per la quale avremo il sustrato sul quale basare l'edifizio della storia dell'arte moderna di ogni nazione d'Europa.

Di questa opera è già uscito in luce il primo fascicolo, ed è prossima la pubblicazione del secondo e del terzo.

P. S.

### Avviso.

Il nobile signor cav. Giovan Bernardo Alberti, possidente domiciliato in Siena ed elettivamente in Arezzo presso il suo procuratore sottoscritto, nella sua qualità di provveditore del Monte non Vacabile dei Paschi di Siena ha fatto istanza alla presidenza del tribunale civile di Arezzo per la nomina di un perito stimatore degli immobili situati nel comune del Bucine e posseduti dal signor Gregorio del fu Francesco Stendardi possidente domiciliato a Monte Benichi, compreso nel circondario dell'uffizio delle ipoteche in Arezzo, che ai campioni estimali di detta comunità sono rappresentati dagli appezzamenti di numero 9, 10, 11, 12, 13, 15, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 41, 94, 95, 96, 97, 106, 117, 119, 132, 133, 134, 157, 173, 182, 183, 193, 194, 212, 213, 220, 223, 225, 226, 227, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 290, 291, 292, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 304, 337, 302, 303, 305, 498, 499, 497, 500, 508, 509, 510, 511, 512, 517, 514, 515, 516, 519, 518, 520, 521, 522, 523, 529, 530, 548, 551, 549, 550, 554, 556, 561, 578, 581, 585, 586, 587, 588, 595, 594, 599, 646, 658, 660, 659, 661, 688, 689, 751, 756, 757, 763, 766, 769, 771, 776, 886, 887, 888, 891, 892, 895, 901, 902, 903, 889, 890 894, 893, 898, 900, 896, 904, 897, 899, 996, 1001, 998, 999, 1003, 1004, 1005, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1053, 1052, 1055, 1056, 1057, 1062, 1063, 1064, 1066, 1065, 1175, 1176, 1177, 1178, 259, 1160, 39, 40, 1075, 1346, 992, 993, 994, 997, 1000, 1002, 161, 162, 819, 1367, 1368, 1373, 1374, 118, 797, 488, 798, 1377, 177, 836, 837, 838, 839, 841, 1392, 1393, 605, 606 e 612 della sezione L, gravati della rendita imponibile di L. 1634 55.

E ciò per ottenere pagamento di lire undicimila quattrocento sessantacinque, capitale residuale; di lire due mila trecentosettanta e cent. 52, frutti sopra detto capitale scaduti al 31 agosto ultimo scorso, più i frutti decorsi posteriormente e decorrendi fino al pagamento alla ragione del sei per cento, o a quella maggiore o minore somma che sarà in seguito stabilita a forma del contratto e dei regolamenti del Monte; inoltre i frutti sopra i frutti alla ragione legale a forma dell'articolo 1232 del Codice civile, ed a seconda dei regolamenti ridetti; e finalmente delle spese degli atti fatti e le ulteriori di ragione; dipendenti i detti crediti dall'epoca privata di mutuo de' 18 luglio 1853, recognita da ser Giuseppe Masoni, registrata a Siena nel giorno successivo, rilasciata dallo stesso notaro in copia esecutiva e notificata al signor Gregorio Stendardi unitamente al precetto preliminare di trenta giorni dall'usciere Amos Giannini addetto alla pretura del primo mandamento di Siena li 19 settembre 1869.

Fatto in Arezzo li 19 febbraio 1870.

534 Dott. ENRICO FACCHINI.

### Estratto di sentenza

*a forma degli articoli 23 e 25 del Codice civile del Regno.*

Con sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze, sezione promiscua, del dì 21 gennaio 1870, registrata li 25 gennaio stesso, sulle istanze di Carlotta Bottacci nei Marucelli, rappresentata dal dott. Giulio Feri, è stata dichiarata l'assenza di Luigi Marucelli di lei marito, già domiciliato a Firenze, a contare da diciotto anni avanti il 13 gennaio suddetto, ordinandosi della sentenza stessa le pubblicazioni prescritte dal vigente Codice civile, per il che si procede alla pubblicazione del presente estratto a forma del disposto negli articoli 23 e 25 del Codice stesso.

Fatto a Firenze li 10 febbraio 1870

492 Dott. GIULIO FERI, proc.

### Giudizio di purgazione.

Il signor cav. dott. Angelo Ferri, possidente domiciliato nella casa di sua abitazione in Grosseto, ha iniziato avanti il tribunale civile di Grosseto un giudizio di purgazione sopra lo stabile qui appresso descritto, acquistato in compra da Giacinto del fu Ranieri Di Dio per il prezzo di lire seimila novantacinque e centesimi venti, conforme resulta dal pubblico istrumento del 17 marzo 1867, rogato Brogi, e registrato a Grosseto nel 18 del mese stesso con lire 137 50 da Perini, e dalla perizia Galardi, Ponticelli e Valeri, registrata a Grosseto nel dì 11 gennaio 1870, con lire 1 10 da Pianigiani.

*Descrizione dello stabile.*

Una casa posta in Grosseto in via delle Mucche, conosciuta sotto il vocabolo la Torretta, in più piani compreso il terreno, e così da terra al tetto descritto al nuovo estimo del comune di Grosseto in sezione H colle particelle di n. 398, cui confinano via delle Mucche, Pasqui Francesco, i Padri del Monte Argentario, oggi Giuseppe Castagni, possessi del Demanio, e se altri.

Con decreto del signor presidente del tribunale suddetto proferito in data 15 febbraio 1870, munito con marca di lire 1 10 annullata, fu dichiarato aperto il giudizio di graduazione, e delegato al medesimo il signor giudice avv. Adolfo Bandettini; fu stabilito il termine di giorni quaranta per le notificazioni volute dagli articoli 2043, e 2044 del Codice civile, e fu ingiunto ai creditori di depositare nello spazio di giorni quaranta presso la cancelleria del tribunale le loro domande di credito e i documenti di corredo.

Finalmente a mezzo degli uscieri furono eseguite le notificazioni prescritte dalla legge tanto al precedente proprietario, e per esso a chi lo rappresenta, quanto ai creditori iscritti nello stabile sopra indicato, di cui il signor cav. dott. Angelo Ferri si dichiarò pronto a pagare il prezzo nel modo che sarà stabilito dal tribunale nella relativa sentenza di graduazione.

Grosseto, li 21 febbraio 1870.

537 VALENTINO BRUCHI, proc.

### Mutazione di cognome.

Il sottoscritto Leonardo Degl'Innocenti, figlio dello spedale di Firenze e domiciliato in Pistoia, ha inoltrato domanda a S. M. il Re per essere autorizzato mutare il proprio cognome (Degl'Innocenti) nell'altro di Benti, assumendolo per sè e pe' suoi figli nati e nascituri. Tale domanda venne presa in considerazione, ed il Ministro di Grazia e Giustizia, con suo decreto del 22 novembre 1869, autorizzò l'infrascritto a far seguire le pubblicazioni prescritte dall'art. 121 del R. decreto del 15 novembre 1865 per l'ordinamento dello stato civile.

S'invita chiunque creda avere interesse ad opporsi a siffatta domanda, a farne constare nel termine di mesi 4, nel modo prescritto dall'art. 122 del citato R. decreto.

Pistoia, 12 febbraio 1870.

536 LEONARDO DEGL'INNOCENTI

# INTENDENZA MILITARE DELLA DIVISIONE DI GENOVA

## AVVISO D'ASTA.

D'ordine del Ministero della guerra dovendosi addivenire allo acquisto di grano occorrente al panificio militare di Genova, si notifica che nel giorno otto del prossimo mese di marzo alle ore una pomeridiana, si procederà nel suddetto ufficio in via Salita San Matteo, n. 23, piano 1°, avanti l'intendente militare della divisione, all'appalto col mezzo dei pubblici incanti ed a partiti segreti, per la provvista seguente:

| Grano da provvedere – Qualità | Grano da provvedere – Quantità in quintali | Numero dei lotti | Quantità dei quintali per cadun lotto | Rate di consegna | TEMPO UTILE PER LE CONSEGNE | Somma per cauzione di cadun lotto |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Marianopol | 600 | 6 | 100 | 4 | La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro dieci giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso d'approvazione del contratto. La seconda rata dovrà egualmente consegnarsi in dieci giorni coll'intervallo però di dieci giorni dopo l'ultimo del tempo utile per la prima consegna e così di seguito per la consegna della terza e quarta rata. | L. 200 |
| Ghirka. . . | 700 | 7 | 100 | 4 | | |
| Bessarabia. | 700 | 7 | 100 | 4 | | |

Il grano dovrà essere conforme ai campioni esistenti in quest'offizio, del raccolto dell'annata 1869, e del peso netto effettivo di chilogrammi settantacinque almeno per ettolitro.

I capitoli d'onere, tanto generali che parziali, sono visibili presso tutti gli uffizi d'Intendenza Militare. I campioni presso questo, tutti i giorni dalle ore 10 ant. alle ore 4 pom.

Le offerte dovranno essere suggellate, estese su carta bollata da lire una e firmate. Esse potranno essere fatte per uno o più lotti e venire presentate direttamente a questo ovvero a qualunque altro ufficio d'Intendenza Militare. In quest'ultimo caso però sarà tenuto conto delle medesime solo quando arrivino a quest'Intendenza nel giorno dell'incanto o prima dell'apertura della scheda del Ministero e siano corredate della ricevuta dell'effettuato deposito provvisorio di cui in appresso.

Non sono ammesse le offerte condizionate.

Per poter concorrere all'asta dovranno gli aspiranti presentare a quest'uffizio la ricevuta che comprovi di aver depositato o nelle casse dei depositi e prestiti o nelle tesorerie provinciali la somma superiormente richiesta a titolo di cauzione nella misura di L. 200 per ogni lotto. Tale deposito potrà essere fatto od in contanti ovvero in cartelle del debito pubblico del Regno d'Italia; quest'ultime però saranno ricevute pel solo valore del corso legale della giornata in cui vengono depositate.

La delibera seguirà lotto per lotto a favore di chi avrà proposto nelle offerte segrete prezzo più conveniente e maggiormente inferiore a quello indicato nella scheda del Ministero della guerra, che servirà per base d'incanto.

Nell'interesse del servizio il Ministero della guerra ha stabilito di ridurre i fatali, ossia il termine utile per presentare offerte di ribasso non inferiori al ventesimo, a giorni cinque, decorribili dalle ore due pomeridiane del giorno in cui avrà luogo il deliberamento.

Le spese tutte inerenti al contratto, cioè carta bollata, copie, diritti di cancelleria, tassa di registro ed altro, sono a carico del deliberatario.

Genova, 20 febbraio 1870.

Per detta Intendenza Militare

529 *Il Sottocommissario di Guerra*: G. TRUCCO.

### Citazione.

Io sottoscritto usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze, alla richieste di Carlo Baggioli, negoziante domiciliato in Firenze, ho citato nelle forme volute dall'art. 141 del Codice di procedura civile il signor Valentino Rossi, d'ignoto domicilio, a comparire all'udienza del tribunale civile e correzionale di Firenze la mattina del dì 22 marzo 1870 per sentir revocare la sentenza del pretore del terzo mandamento di Firenze del 16 novembre 1869 e per sentirsi condannare in solido con Solidio Traballesi al pagamento di lire cinquecento, frutti e spese.

Addì 22 febbraio 1870.

535 GIUSEPPE TAVANTI, usciere.

### Cassa centrale di risparmi e depositi.

Prima denunzia di un libretto smarrito della serie terza, segnato di numero 124,469, sotto il nome di Leoni Vincenzo 3°, per la somma di L. 1400.

Ove non si presenti alcuno a vantar diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Firenze, li 22 febbraio 1870. 531

## COMUNE DI FOJANO DELLA CHIANA -- PROVINCIA DI AREZZO

### AVVISO DI CONCORSO.

Il sottoscritto inerendo alla Deliberazione consigliare del 4 febbraio stante ed all'altra della Giunta municipale del 18 detto, rende noto essere aperto il concorso per un posto d'insegnante i diritti e doveri del cittadino, la calligrafia e la contabilità in queste scuole tecniche.

Lo stipendio assegnato è di L. 900 pagabili a rate mensili posticipate.

I concorrenti invieranno franche di posta alla segreteria comunale, entro venti giorni dalla data della inserzione del presente avviso, le respettive istanze redatte in carta con bollo da centesimi cinquanta, corredandole del diploma o diplomi che rendono abili all'insegnamento delle suddescritte materie, della fede di nascita, del certificato di buona moralità e dell'attestato comprovante la sana fisica costituzione, quali ultimi due documenti dovranno avere data non anteriore a tre mesi.

Li 19 febbraio 1870.

Per la Giunta municipale

517 *Il Sindaco*: AVV. B. MAZZI.

## BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

### DIREZIONE GENERALE

(1ª *pubblicazione*).

Il Consiglio Superiore della Banca, in tornata del 16 corrente, ha deliberato di convocare l'assemblea generale degli azionisti presso la sede di Genova per il 24 marzo prossimo, a mezzogiorno, nel palazzo della Banca, via Carlo Alberto in Genova, onde procedere alla rinnovazione parziale del Consiglio di Reggenza di quella sede, a termini dell'art. 51 degli statuti.

Firenze, 21 febbraio 1870. 524

### Estratto di bando

*per vendita volontaria d'immobili e mobili.*

Al seguito del decreto proferito dal tribunale civile di Arezzo nel dì 15 novembre 1869, registrato con marca da lire 1 10, e dell'ordinanza del signor avv. Girolamo Giondini, giudice delegato col decreto stesso del dì 29 gennaio 1870, registrato con marca da lire 1 10, la mattina del dì 12 marzo 1870, a ore 11, avanti lo stesso signor giudice delegato e nella sala delle pubbliche udienze civili di questo tribunale sarà proceduto al pubblico incanto per la vendita dei beni spettanti al fallimento di Paolo Bartolomei, possidente e negoziante domiciliato a Fonaco, promossa dal sindaco definitivo al suo fallimento signor Domenico De-Santi Gentili, possidente domiciliato a Anghiari, in quattro lotti separati e distinti per il prezzo a ciascuno di essi attribuito quanto agli immobili dal perito Benedetto Masai nella sua relazione del 21 giugno 1869, registrata a San Sepolcro lo stesso dì, vol. 6, n. 85, con lire 1 10, da Battaglia, e quanto ai mobili dal perito Angiolo Boncompagni in occasione dell'inventario e stima resultante dal verbale del 29 aprile 1869, registrato a San Sepolcro il 1° maggio detto, vol. 5, num. 87, con lire 3 30 da Battaglia, ed alle condizioni tutte di che nel bando venale del dì 18 febbraio 1870, registrato con marca da L. 1 10.

*Descrizione dei beni da vendersi.*

Lotto primo.

Casa padronale terre annesse.

Una casa ad uso padronale situata a Fonaco, di più e diverse stanze con annessi resedi, e con più i diversi pezzi di terra denominati La Tagliata, Le Trille, ed il Riccianello, Il Chiuso della Chiesa e la via Piaggia, rappresentato il tutto all'estimo del comune di Monterchi dalle particelle 454 in parte, 1283, 275, 285 in parte, 453 in sezione E, della superficiale estensione di metri quadri 33106, e con rendita imponibile di lire italiane 65 27, valutato il tutto lire italiane 4426.

Lotto secondo.

Podere della Casa Nuova.

Una casa colonica di più e diverse stanze ed annessi, con aia e più e diversi appezzamenti di terra di varia qualità e coltura, in vocabolo: le Trille, l'Oliveto, e la Vigna della Casa Nuova, i Fondamenti, il Capanno, e le Terraiole, rappresentato il tutto all'estimo del comune di Monterchi dalle particelle 262, 264, 265, 268, 277, 662, 668, 450, e 1243 in sezione E, della complessiva superficiale estensione di metri quadri 101502, e con rendita imponibile di lire it. 135 56, valutato il tutto lire it. 7019 20.

Lotto terzo.

Casa da pigionale e terre spezzate.

Una casa da pigionali denominata la Porzione della Casa Paterna della famiglia Bartolomei, situata a Fonaco, composta di più e diverse terre spezzate di varia qualità e coltura, in vocabolo: la Gupa, i Campi di Cà di Lazzero, il Campo della Padonchia, la Macchia del Colombaio, rappresentato il tutto all'estimo del comune di Monterchi dalle particelle 458, 491, 493, 493*bis*, 494, 495, 496, 497, 453 in parte, 3, 4, e 675 della sezione E, della complessiva superficiale estensione di metri quadri 34099, con rendita imponibile di lire it 50 84, valutato il tutto lire it. 2289 60.

Lotto quarto.

Mobili diversi.

Un tino della tenuta di chilog. 1221, lire 11; altro tino di tenuta chilogrammi 1018, lire 7; altro tino della tenuta di chilog. 1832, lire 18; altro tino della tenuta di chilogrammi 339, lire 6; una botte di tenuta ettolitri 10, lire 20; altra di tenuta ettolitri 5, e litri 47, lire 6; un telaio da tessere lire 15; altro da bachi, lire 4; due mucchi fieno e strami di chilog. 40, per la parte pad., lire 6; paglia chilogrammi 679 per la parte pad., lire 7 13; vino guasto per distillare ettolitri 2 e litri 73, lire 6; e così il tutto valutato lire it. 122 13.

Dal tribunale civile di Arezzo.

Li 19 febbraio 1870.

502 PAOLO SANDRELLI, canc.

### Bando.

Il cancelliere infrascritto rende di pubblica ragione in base all'art. 955 del Codice civile che con atto del 31 gennaio 1870 il molto reverendo signor don Raffaello Sollozzi, proposto della insigne Collegiata d'Empoli, nella sua qualità di presidente del magistrato della venerabile Opera di Sant'Andrea di detta terra, dichiarò di accettare col benefizio d'inventario, e non altrimenti, l'eredità del fu signor Luigi Coali, decesso in Empoli il 27 maggio 1869, pervenuta in detta Opera di Sant'Andrea in ordine al di lui testamento nuncupativo del 14 marzo 1857, rogato Bonaiuti, e registrato a Firenze il 9 giugno 1869, reg. 26, f. 145, n. 2556, con L. 5 50 da Maffei.

Empoli, dalla cancelleria della regia pretura.

Il cancelliere

530 Dott. FRANCESCO MORI.

### Estratto di sentenza.

Il tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, con sentenza in data 19 febbraio stante, registrata con marca da lire una, debitamente annullata, ha dichiarato che la cessazione dei pagamenti di Luigi Bartolozzi, dichiarato in stato di fallimento con sentenza di questo stesso tribunale del dì 21 giugno 1869, registrata con marca da lire una, debitamente annullata, ebbe luogo fino dal giorno undici settembre 1868.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 23 febbraio 1870.

539 U. LIVERANI, vicecanc.

### Estratto di sentenza.

Il tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, con sentenza del 19 febbraio andante, registrata con marca annullata da lire una, ha dichiarato il fallimento di Salvadore Martinelli, commerciante in questa città in via Maggio, n. 41, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il signor Zanobi Pianigiani e nominando in sindaco provvisorio il signor Alessandro Paci; ha destinata la mattina del 9 marzo prossimo futuro per la riunione dei creditori avanti il giudice delegato onde proporre i sindaci definitivi.

Firenze, dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 21 febbraio 1870.

540 CESARE MATUCCI, vicecanc.



# INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ANCONA

## Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimerid. del giorno di giovedì 10 marzo 1870, in una sala della prefettura di Ancona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante per l'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti rimasti invenduti negli incanti 25 settembre, 16, 27 e 30 ottobre, 4, 9 e 12 novembre 1869.

### Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto mediante schede segrete e separatamente per ciascun lotto.
2. Ciascun offerente rimetterà a chi deve presiedere l'incanto, od a chi sarà da esso lui delegato, la sua offerta in piego suggellato, la quale dovrà essere stesa in carta da bollo da L. 1.
3. Ciascuna offerta dovrà essere accompagnata dal certificato del deposito o dal contemporaneo deposito del decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, da farsi nei modi determinati dalle condizioni speciali del capitolato.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito o in titoli di nuova creazione al valor nominale.

4. L'aggiudicazione avrà luogo a favore di quello che avrà fatta la migliore offerta in aumento del prezzo d'incanto. Verificandosi il caso di due o più offerte di un prezzo eguale, qualora non vi siano offerte migliori, si terrà una gara tra gli offerenti. Ove non consentissero gli offerenti di venire alla gara, le due offerte eguali saranno imbussolate, e l'estratta si avrà per la sola efficace.
5. Si procederà all'aggiudicazione quand'anche si presentasse un solo oblatore, la cui offerta sia per lo meno eguale al prezzo prestabilito per l'incanto.
6. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare nell'ufficio del Demanio di Ancona il 5 per 100 del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso saranno pagate, per tutti i lotti compresi nell'avviso stesso dall'aggiudicatario o ripartite fra gli aggiudicatari, oltre alle spese dei precedenti incanti.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, nonchè gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 8 ant. alle ore 4 pom. nell'ufficio della Intendenza di Finanza di Ancona.
9. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.
10. Il prezzo d'aggiudicazione e l'ammontare presuntivo delle scorte dovrà essere pagato nella cassa del ricevitore demaniale di Ancona.
11. Il pagamento del prezzo degli stabili potrà esser fatto anche in quell'ufficio del registro o del Demanio della provincia ove sono designati i beni, purchè sia designata dall'acquisitore all'atto della delibera.

*Avvertenza.* — Si procederà, a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano, contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi si violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

| N. progressivo dei lotti | N° della tabella corrispondente | COMUNE e VOCABOLO in cui sono situati i beni | PROVENIENZA | Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA | SUPERFICIE in misura legale E. A. C. | SUPERFICIE in antica misura locale Tav. C. | VALORE estimativo dello stabile e sul quale si apre l'incanto | DEPOSITO per cauzione delle offerte | PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili | MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| 21 | 205 | Osimo, vocabolo Fiume. | Capitolo della cattedrale di Osimo . . . . | Predio in un sol corpo di terra con casa colonica coltivato da Martini Giovanni. Confina con Simonetti, Bourbon del Monte, S. Casa di Loreto, strada pubblica e fiume Musone. Distinto in mappa, sezione Fontanelle ai num. 13 al 20 inclusivo. Estimo L. 28,498 39. Affittato a Recanatesi Leopoldo per annue L. 3,625 79. | 35 72 20 | 357 22 | 52317 84 | 5232 » | 240 | |
| 33 | 204 | Idem | Idem | Predio in un sol corpo di terra con casa colonica coltivato da Gardella Giuseppe. Confina con Carradori-Simonetti, colonia Torbidoni Domenico, strada pubblica, salvi, ecc. Distinto in mappa sezione Passatempo ai numeri 2 sub 1 A, 9, 10 e 11. Estimo lire 42,160 89. Veggasi il tipo annesso alla tabella 203 per il numero frazionato. Affittato a Recanatesi Leopoldo per annue lire 3,950 93. | 44 28 60 | 442 86 | 77399 15 | 7740 » | 849* | |
| 34 | 203 | Idem | Idem | Predio con casa colonica coltivato da Mazziero Pietro. Confina colla colonia Gardella Giuseppe, fratelli Bellini e strada provinciale di M. Fano, salvi, ecc. Distinto in mappa sezione Passatempo ai numeri 2 sub 1 resto, 2 sub 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8. Estimo lire 41,381 14. Pel numero frazionato veggasi il tipo. Affittato a Petrini Giovanni Battista per annue lire 4,101 83. | 44 60 90 | 446 09 | 75967 75 | 7597 » | 417* | |
| 35 | 115 | Monteroberto, Sant'Apollinare. | Canonicato priorale nella cattedrale di Jesi . | Terreno con porzione di casa colonica coltivato da Gianagali Francesco, diviso in tre corpi di terra. Confina con Tesei Antonio, Demanio, colonia Pennacchietti, strada e fiume Esio; il 2° coll'antica strada abbandonata per Cupramontana, Demanio, colonia Pennacchietti, Ghislieri e marchese Honorati; il 3° con Tesei, la strada che mette ai fabbricati, chiesa di Sant'Apollinare, torrente Cesola ed antica strada per Cupramontana. Distinto in mappa coi numeri del 157 porzione, 175, 161, porzione del 198, 205, 206, 207, 202, metà del 204, 397, 430, 421 1/2, 431, porzione del 432 e porzione del 483. Estimo lire 35,236 11. Veggasi il tipo. | 48 29 10 | 482 91 | 54745 96 | 5475 » | » | |

520 Ancona, li 9 febbraio 1870. * Scorte morte

*L'Intendente*: PASQUALINO.

FIRENZE — TIPOGRAFIA EREDI BOTTA